

## LE CARACTÈRE DE LA CRISE GRECQUE

ΧΑΡΙΚΛΕΙΑ ΚΟΚΚΙΝΟΥ ΜΑΝΔΑΜΑΔΙΩΤΟΥ\*

### *Le caractère de la crise grecque*

(Résumé) L'année 2012 a été une période turbulente pour la Grèce. Le pays a dû faire face à un certain nombre de problèmes, concernant le domaine politique, économique et social. La récession économique dans le pays à suite de mauvaises politiques menées principalement sur les politiques nationales et sur la politique étrangère en 2009, et il est encore en cours. Dans cet article, nous allons présenter la politique intérieure en Grèce, les élections législatives exécutées deux fois dans la même année, les difficultés de former un nouveau gouvernement, l'économie, en particulier les affaires financières du pays et l'euro, et la récente politique étrangère. L'article vise à présenter les événements critiques de l'année 2012 en Grèce et événements précédents qui ont conduit les questions lesquelles nous sommes confrontés dans la perspective des journaux et des articles grecs et étrangers.

*Mots-clés:* l'agitation politique, économique et sociale, récession économique, les politiques erronées, les déséquilibres des finances publiques, la crise de la dette, des élections parlementaires pour former un nouveau gouvernement, l'euro, la politique étrangère.

### BREVE DESCRIPTION DE L'ARTICLE

#### Introduction

- 1) Comment est la Grèce devenue un sujet brûlant pour l'Europe.
- 2) Les événements les plus importants de la scène politique grecque en 2012.
- 3) Les grèves et les résistances sociales en Grèce, les objectifs et les réalisations.
- 4) La Grèce et l'euro.
- 5) La politique étrangère grecque.

#### Conclusion.

\*

#### Introduction

Il y a une confusion de terminologie quand nous nous référons au problème grec dans l'utilisation de la langue quotidienne «journalistique». Le problème grec est souvent désigné comme «crise économique» avec l'augmentation du chômage, la baisse des revenus réels et une baisse générale de la demande. Mais le terme «crise économique», identifie aussi la crise de la dette grecque. Ces deux terminologies sont des terminologies différentes et le terme préféré pour la première est «récession». Ayant fait cette distinction, nous pouvons procéder à décrire les causes de la crise de la dette en Grèce et nous serons en mesure de comprendre comment et pourquoi la Grèce est devenue une question brûlante pour l'Europe et la zone euro.

---

\* L'auteur: *Harikleia Kokkinou Mandamadiotou* est un étudiant du Département d'études européennes et internationales à l'Université du Pirée, membre de l'organisation SAFIA, chercheur à l'Institut de l'Europe du Sud-Est et un participant actif sur MUNs (*Modèle des Nations Unies*).

### 1. Comment la Grèce est devenue un sujet brûlant pour l'Europe

La période après le 1974 a été une période de fort prêt à la Grèce, ce qui a entraîné l'expansion rapide de la dette. Entre 1980 et 1993, la dette est passée de 28,6% à 111,6% du PIB. Le déficit pour la même période était également élevé. Après 1993, l'économie est dans une voie plus douce pour répondre aux critères de convergence du traité de Maastricht. Grâce au développement plus élevé et à la privatisation, la dette a commencé à diminuer légèrement comme pourcentage du PIB et le déficit est tombé en 1999 à moins de 3%, ce qui a permis à la Grèce de rejoindre l'UEM. Il a été révélé plus tard, que le niveau de performance qui est relativement élevé, se produit pendant cette période en raison de vices cachés et de prêts, une pratique appelée comptabilité créative, l'application de laquelle a aidé la banque d'investissement Goldman Sachs.

À l'automne 2004, le ministre des Finances *Yiorgos Alogoskoufis* a mené un recensement économique sous la pression de l'Eurostat. Le recensement a révélé que le pays se cachait dans le passé les dépenses publiques conduisant à une révision à la hausse des déficits budgétaires des années précédentes. Cela a conduit à la perte de crédibilité du pays et une surveillance de trois ans par l'Union européenne. Dans la même année, Eurostat a révisé les budgets du gouvernement grec pour les années précédentes et à partir de là il a été montré que la Grèce n'avait pas rempli les critères de convergence de Maastricht et même après l'année cruciale de 1999, il avait encore un déficit de plus de 3%.

L'économie grecque, cependant, était l'une des croissances les plus rapides dans la zone de 2000 à 2007. Pendant cette période, il y a une augmentation à un taux annuel de 4,2% par des capitaux étrangers afflués dans le pays.<sup>1</sup> Néanmoins, le pays a continué à enregistrer des déficits budgétaires élevés chaque année. Les statistiques économiques montrent qu'il y avait des excédents budgétaires constants 1960 - 1973 pour le gouvernement grec, mais seulement depuis cette période-là il y a des déficits enregistrés. De 1974 à 1980, le gouvernement général a connu une saison avec des déficits budgétaires modérés et acceptables (moins de 3% du PIB).

Selon un éditorial publié par le journal conservateur grec *Kathimerini*, le grand déficit public était en effet l'une des caractéristiques qui ont marqué le modèle social grec depuis la restauration de la démocratie en 1974. Après avoir retiré la junte militaire droite, le gouvernement voulait plutôt porter à la vie économique les parties gauches de la population, qui étaient privées de leurs droits politiques. Pour ce faire, les gouvernements grecs successifs ont eu, entre autres, généralement d'importants déficits pour financer des emplois dans le secteur public, les pensions et d'autres services sociaux.

Cette longue période de déficits budgétaires annuels élevés a conduit à une situation où, depuis 1993, le ratio de la dette au PIB ne devait jamais être en territoire négatif critique et plus de 94%. Dans la tourmente de la crise financière mondiale, la situation est devenue insoutenable (gel des marchés de capitaux en Avril 2010),<sup>2</sup> alors que la récession avait fait monter rapidement le niveau de l'endettement au-dessus du niveau maximal durable pour la Grèce (défini par les économistes du FMI à 120%). Selon le «programme d'ajustement économique pour la Grèce», publié par la Commission Européenne en octobre 2011, le niveau de la dette, aurait dû continuer à se dégrader dans un niveau très insoutenable de 198% en 2012, si l'accord proposé de restructurer la dette n'avait pas été mis en place.<sup>3</sup>

Au début la dévaluation monétaire avait aidé le gouvernement grec à financer ses emprunts. Après l'introduction de l'euro en janvier 2001, la dévaluation comme outil a disparu. Tout au long des 8 années suivantes, la Grèce était cependant en mesure de continuer le niveau élevé de l'emprunt en raison de la baisse des taux des obligations d'État dans la zone euro, combinée à une longue lignée de forte croissance du PIB. Un autre problème dont la Grèce souffre ces dernières décennies, ce sont les impôts sur le revenu. Chaque année ils sont bien inférieurs que le niveau attendu. En 2010, le coût estimé de l'évasion fiscale pour le gouvernement grec a atteint plus de 20 milliards d'euros par an.

Mais les problèmes ont apparu quand la crise financière mondiale a atteint un pic, son impact négatif a frappé toutes les économies nationales, en Septembre 2008. La Grèce n'a pas fait exception à la règle. La crise économique mondiale a eu un impact particulièrement négatif significatif sur la croissance du PIB dans notre pays. En conclusion, la crise financière mondiale couplée avec le déficit budgétaire du pays (un problème constant, c'est l'énorme manque à gagner en revenus chaque année, bien en deçà du niveau attendu. En 2010, l'évitement des coûts estimés pour le gouvernement grec a atteint annuellement plus de 20 milliards d'euros.<sup>4</sup>) et des prêts continus, ont conduit à l'effondrement de l'économie grecque. En outre, deux des plus

<sup>1</sup> Grèce: l'afflux de capitaux étrangers a augmenté. («Grèce: entrées de capitaux étrangers Up»). Ambassade de Grèce en Pologne, (Greeceinfo.wordpress.com). 17 septembre 2009.

<sup>2</sup> Crise financière: Timeline par Patrick Kingsley. *The Guardian*, le 7 août 2012.

<sup>3</sup> . "Le Programme d'adaptation économique de la Grèce: cinquième - Octobre 2011" (Projet). *Commission européenne*.

<sup>4</sup> Greeks and the state: An uncomfortable couple, Christopher Torchia. *Bloomberg Businessweek*, le 3 mai 2010.

importants secteurs de revenu du pays, qui est le tourisme et le transport, ont été durement touchés par la récession, avec la baisse des revenus de 15% en 2009.

Dans ces conditions défavorables pour l'économie grecque, le Premier ministre *Kostas Karamanlis* qui a gouverné avec une faible majorité de 152 députés, a annoncé des élections anticipées pendant 4 octobre 2009. Il a été accusé par ses adversaires de sa décision, en disant que le but d'annoncer ces élections était d'échapper à une situation difficile que lui et son gouvernement avait créé.

En février 2010, le nouveau gouvernement de George Papandreou (élu en Octobre 2009), a révisé le déficit de 2009, qui a été précédemment estimé à 5%, un taux alarmant de 12,7% du PIB.<sup>5</sup> En avril 2010, le déficit de 2009, a signalé une augmentation de plus de 13,6%<sup>6</sup> et au moment de la révision finale a été calculée par le Conseil ECOFIN à 15,6% du PIB il s'est avéré le déficit le plus élevé de toutes les pays de l'UE en 2009. Cela a conduit à l'évaluation de l'institut Fitch de déclasser la Grèce de A à A-.<sup>7</sup>

Néanmoins, le gouvernement a refusé de procéder directement à des mesures d'assainissement budgétaire afin de rassurer les marchés. Dans les prochains mois, le gouvernement a décidé de mettre en œuvre les promesses électorales, comme le paiement des subventions aux groupes sociaux à faible revenu.<sup>8</sup> Conformément à un point de la campagne des promesses du gouvernement, a été le budget de 2010, déposé au Parlement le 20 Novembre 2009, qui prévoyait une augmentation de taux d'inflation, les bas salaires et les retraites. Le budget prévoit aussi des mesures visant à réduire les coûts en réduisant les dépenses publiques et de réduire les coûts d'exploitation et l'augmentation des rendements, principalement en abordant les fuites fiscales.<sup>9</sup>

Peu après la présentation du budget, il y avait de nouveaux développements négatifs concernant la cote de crédit de la Grèce. Le 8 décembre, *Fitch Ratings* a abaissé pour la deuxième fois l'économie grecque du Bureau.<sup>10</sup> De son côté, l'agence *Standard and Poor* a été tirée le 16 Décembre dans la dégradation de l'économie grecque compte tenu du programme du gouvernement pour l'assainissement budgétaire dans le pays insuffisant. La troisième dégradation de l'économie grecque était le 23 décembre, cette fois par la société Moody.<sup>11</sup>

La figure pour la dette grecque à la fin de 2009 a également augmenté, passant de la première estimation en Novembre à 269,3 milliards € (113% du PIB), une version révisée à € 299 700 000 000 (130% du PIB).<sup>12</sup>

<sup>13</sup> La révision importante à la hausse du niveau du déficit et de la dette, causée par une appréciation erronée et des données statistiques fournies par les autorités grecques en 2009, d'où la nécessité pour le Conseil ECOFIN pour effectuer l'audit financier approfondi des années 2006-09. Après avoir procédé à la vérification des états financiers, le Conseil ECOFIN a noté en novembre 2010 que toutes les «questions méthodologiques» avaient été établies, et que les nouvelles révisions pour la période 2006-2009 a finalement été considérées comme fiables.

Malgré la crise, la vente aux enchères d'obligations du gouvernement grec en Janvier 2010 avait offert un montant de 8 milliards € d'obligations à 5 ans, soit plus de quatre fois. Dans la prochaine vente aux enchères de mars, le *Financial Times* a rapporté encore: «Athènes a vendu 5 milliards € d'obligations à 10 ans et ont reçu des prestations pour trois fois ce montant.»<sup>14</sup> La poursuite vente aux enchères réussie et la vente des obligations a été possible qu'au prix de rendements plus élevés, ce qui en retour a provoqué une nouvelle détérioration du déficit public grec. En conséquence, les agences de notation ont dégradé l'économie grecque à la catégorie spéculative à la fin d'avril 2010. En termes pratiques, cela a causé des marchés de capitaux privés à geler, de sorte que tous les besoins financiers grecs devait être couverts par des prêts de sauvetage internationales afin d'éviter un défaut souverain.<sup>15</sup> En avril 2010, il est estimé que jusqu'à 70% des titres d'État grecs détenus par les investisseurs étrangers (principalement les banques). Les prochains prêts de sauvetage apportés à la Grèce ont été principalement utilisés pour payer les obligations arrivant à échéance, mais aussi pour financer des déficits budgétaires annuels en cours.

<sup>5</sup> "Greece's sovereign-debt crunch: A very European crisis". *The Economist*, le 4 février 2010. (12/2/13)

<sup>6</sup> "Papandreou Faces Bond Rout as Budget Worsens, Workers Strike". *Bloomberg*, avril 22, 2010. (12/2/13)

<sup>7</sup> Déclassement par Fitch après le déraillement de la Grèce. *Kathimerini*, le 23 octobre 2009.

<sup>8</sup> La plupart des bénéficiaires de l'allocation de solidarité. *Ta Nea*, le 18 novembre, 2009.

<sup>9</sup> «Serré» augmente le budget 2010. *Kathimerini*, le 18 novembre, 2009.

<sup>10</sup> Déclasser la Grèce à BBB + par Fitch. *Proto Thema*, le 8 décembre 2009.

<sup>11</sup> La troisième dégradation de l'économie grecque en décembre. *Kathimerini*, le 23 décembre, 2009.

<sup>12</sup> "Greek debt to reach 120.8 pct of GDP in '10 – draft", Ingrid Melander and Harry Papchristou. *Reuters*, le 5 novembre, 2009. (12/2/13)

<sup>13</sup> Greece's sovereign-debt crisis: Still in a spin, *The Economist*, le 15 avril, 2010. (12/2/13)

<sup>14</sup> Strong demand for 10-year Greek bond, *Financial Times*, le 5 mars, 2010.

<sup>15</sup> Standard & Poor's downgrade Greek credit rating to junk status by Wachman Richard and Fletcher Nick. *The Guardian*, le 27 mars, 2010.

L'économie grecque déraile et le déficit et la dette peut commencer à croître rapidement. Le 3 mai 2010, la Grèce a demandé 80dis. € en provenance du reste (15) pays de l'euro et 30dis. € par le Fonds monétaire international (FMI). La demande est venue avec trois pièces jointes des notes:

1. « Mémoire de politiques économiques et financières » (MPEF)
2. « Mémoire d'accord technique » (DMS) et
3. « Mémoire d'accord sur les conditions spécifiques de politique économique » (SPOP).

Les signataires de la partie grecque étaient le ministre des Finances *George Papaconstantinou* et le président de la Banque de Grèce *George Provopoulos*. Le 8 mai 2010, a approuvé la « facilité de prêt » (« convention de facilité de crédit ») par les pays de la zone euro et le « Règlement Financement préparation immédiate » ("Stand-By Accord") du FMI. Tous ces accords sont souvent appelés « mémoire » pour faire court.<sup>16</sup>

Le groupe est composé de représentants de la Commission européenne (CE), la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI), également connu sous le nom « troïka », qui évalue chaque trimestre les progrès de la mise en œuvre des termes de la « mémoire » (MPEF et SPOP) et décide du décaissement de la tranche correspondante du prêt.

*Mots-clés:* l'emprunt, la dette, traité Maastricht et le Goldman Sachs, George Alogoskoufis, ECOFIN, la crédibilité du pays, plus rapide économie en croissance, les déficits budgétaires, Programme d'ajustement économique pour la Grèce, le revenu fiscal du gouvernement, le tourisme et le transport, Kostas Karamanlis, Georges Papandréou, Fitch, Standard & Poors, Moody's, Contrôle financier, questions méthodologiques, des obligations, des prêts de sauvetage Mémoire, Troïka.

## 2. Les événements les plus importants de la scène politique grecque en 2012.

À la fin de janvier 2010, le Premier ministre Papandreou situé à Davos, en Suisse, pour le Forum économique mondial annuel,<sup>17</sup> a reçu le premier paquet de mesures financières pour la Grèce et fait pression pour la mise en œuvre de ces mesures par d'autres dirigeants étrangers. Le pays était dans une situation économique horrible et ce qui a été voulu, ce n'était pas le salut du pays, mais la faillite contrôlée. Le 23 Octobre a convoqué un sommet extraordinaire de l'Union européenne pour créer un plan définitif pour s'attaquer à la crise de la dette dans la zone euro.<sup>18</sup> La réunion a abouti à un accord qui a été annoncé dans la matinée du 27 Octobre et a pour but de « haircut » de 50% de la dette grecque et le paquet d'aide supplémentaire de € 130 milliards pour la Grèce. Selon l'accord, les individus volontairement auraient accepté une réduction de la valeur des obligations grecques à 50%. Elle est accompagnée d'un programme d'ajustement budgétaire pour la période allant jusqu'à 2021 et a créé un mécanisme de surveillance permanente en Grèce pour la mise en œuvre continue des réformes. Dans le même temps, c'était décidé le recapitaliser des banques grecques à hauteur de 30 milliards €, suivie d'une augmentation de capital de un billion d'euros du Fonds de stabilité financière.<sup>19 20</sup>

Malgré les mesures proposées, le pays n'a pas été en mesure de mettre en œuvre aucune d'entre eux, non seulement en raison de la situation économique actuelle, mais aussi à cause de l'instabilité politique due à la mauvaise gestion de la situation par *George Papandreou*, qui a vivement provoqué de vives réactions à l'opposition, aux autres parties et au sein du parti au pouvoir, en annonçant sa décision d'organiser un référendum sur le nouvel accord de prêt, le dernier jour d'Octobre 2011.<sup>21 22</sup>

Les volutions en Grèce étaient le principal sujet de la réunion du G-20, dans laquelle a été invité le Premier ministre grec. En marge de la réunion il y avait la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Nicolas Sarkozy avec le Premier ministre de la Grèce. Après la réunion, Mme Merkel et

<sup>16</sup> Les contrats de prêt: de l'indignation à des préoccupations et des capacités de la solution. *Eleftherotypia*. Le 2 mai 2011.

<sup>17</sup> L'anniversaire de Davos. *Kathimerini*, le 26 janvier, 2011.

<sup>18</sup> Le 23 Octobre Le sommet extraordinaire. *Proto Thema*, le 10 octobre, 2011.

<sup>19</sup> Trois mois Suspense pendant 10 ans. *To Vima*, le 29 octobre, 2011.

<sup>20</sup> Augmentation des ressources du FESF à € 1 trillions. *Naytemporiki*, le 27 octobre 2011. Papandreou: référendum sur le nouveau contrat. *Ta Nea*, le 3 novembre, 2011.

<sup>21</sup> Papandréou: le référendum sur le nouveau contrat. *Ta Nea*, le 3 novembre 2011. Grèce crise: le référendum de Papandreou est un pari trop loin, Costas Lapavitsas. *The Guardian*, 1er novembre 2011.

<sup>22</sup> Grèce crise: le référendum de Papandreou est un pari trop loin, Costas Lapavitsas. *The Guardian*, 1er novembre 2011. Merkel-Sarkozy dicter les termes du référendum. *Kathimerini*, le 3 novembre 2011.

M. Sarkozy ont annoncé que le résultat du référendum définira la veille de la Grèce dans la zone euro. Ils ont également annoncé que le versement de la sixième tranche du plan de sauvetage gèlera jusqu'au résultat du référendum.<sup>23</sup>

Le 3 novembre, le vice-premier ministre et ministre des Finances Evangelos Venizelos s'était prononcé contre le référendum, estimant que "la position de la Grèce dans l'euro est une conquête historique du pays qui ne peut pas être niée". Les réalisations du peuple grec ne peut pas dépendre d'un référendum. Ayant renoncé à l'idée d'un référendum, le Premier ministre a pu, le 4 Novembre, recevoir un vote de confiance au Parlement avec 153 votes en faveur (Louka Katseli a également voté en faveur et a été réunifiée à PASOK) et 145 votes contre.<sup>24</sup> Le Dimanche 6 novembre, il a rencontré au palais présidentiel avec le président de l'opposition *Antonis Samaras*, devant le Président de la République. La rencontre a été un accord entre les deux dirigeants politiques pour former un gouvernement de coalition.<sup>25</sup> Quatre jours ont durées les consultations sur le choix de la personne qui dirigera le nouveau régime de gouvernement des états-majors partisans du *PASOK*, *Nouvelle Démocratie* et du *Laos*. Les procédures ont été achevées le jeudi 10 Novembre, quand *Lucas Papademos* a été choisi comme le nouveau Premier ministre.<sup>26</sup> Le nouveau gouvernement composé de six membres de la Nouvelle Démocratie, quatre du Laos et presque tous les fonctionnaires du gouvernement Papandreou a prêté serment le lendemain.<sup>27</sup> Au même moment, l'économie réelle continue de se détériorer avec le chômage qui atteint un nouveau record pour le mois d'Août, 18,4% et même plus dans le mois de novembre, selon les données de l'Autorité statistique hellénique, à 20,9%.<sup>28</sup> La détérioration de l'économie se traduit par de plus en plus de cas présentés comme des problèmes de malnutrition dans les écoles. À la fin de janvier 2012, le ministère de l'Éducation a annoncé la création des rations scolaires pour les élèves afin d'aborder le problème. Les nouvelles mesures d'accompagnement du mémorandum approuvé par le gouvernement le 10 février 2012 comprennent ce qui suit:

α) Réduction de 22% du salaire minimum à tous les échelons du salaire de base (à partir de 751 € à 586 €) et 32% des nouveaux entrants à 25 ans.

b) la suppression de 150.000 d'emplois dans le secteur public d'ici à 2015, dont 15.000 en 2012.

c) Les contrats individuels ou des contrats d'affaires et des contrats non sectoriels. Abolition du service aux entreprises publiques et des banques contrôlées par l'État.

d) les pensions coupées, les allocations, les dépenses de santé, la défense, les fonctions de l'État et les élections.

*Eradication du logement social et du logement.*

e) La cible est la hausse des prix et la consolidation de la taxe foncière.

r) L'ouverture complète des 20 professions fermées.

g) Augmentation des tickets dans les transports publics et OSE de 25%.

h) Fermeture de 200 centres d'impôts, la suppression de l'exonération de la TVA faible sur les îles.

De nouvelles mesures pour la deuxième mémorandum ont conduit à la démission du gouvernement et le retrait des membres du LAOS,<sup>29</sup> quelques jours avant leur adoption. Le deuxième mémorandum a été discuté à la Chambre le 12 Février 2012 (« Approbation des conventions du Mécanisme de financement du projet entre la stabilité financière européenne (ETCH.S.), le gouvernement grec et la Banque de Grèce, le projet de mémorandum d'accord entre la République hellénique, la Commission européenne et la Banque de Grèce et d'autres mesures urgentes pour la réduction de la dette publique et le sauvetage de l'économie nationale. ») et a été voté dans les premières heures du 13 février. 199 députés ont voté en faveur, 5 contre et 74 ont voté présentes.<sup>30</sup>

Le 9 Mars, complété avec succès le PSI. La participation du secteur privé a atteint 95,7%. Pour les autres obligations de 8,5 milliards de dollars, a été prolongé jusqu'au 20 avril. La décision du gouvernement d'inclure des clauses d'action collective (CAC) a été considérée comme un événement de crédit dans les

<sup>23</sup> Merkel-Sarkozy dicter les termes du référendum. *Eleftherotyipia*, le 3 Novembre 2011.

<sup>24</sup> Vote de confiance prises par le gouvernement Papandreou. *To Vima*, le 4 novembre 2011.

<sup>25</sup> Entente de principe à la réunion Papoulias - Papandreou - Samaras. *To Vima*, le 6 novembre 2011.

<sup>26</sup> Economist Named to Lead Greek Unity Government, Suzanne Daley. *New York Times*, le 10 novembre 2011.

<sup>27</sup> Lucas Papademos sworn in as Greece's prime minister, Helena Smith. *The Guardian*, le 11 novembre, 2011.

<sup>28</sup> Disque du chômage All-temps en Novembre, Thanasis Papadis. *Imerisia*, le 10 février 2012.

<sup>29</sup> Dépression nerveuse au gouvernement. *Ta Nea*, le 10 février 2012.

<sup>30</sup> «Oui» au mémorandum par 199 députés et «non» par 74, Stavropoulos. *To Vima*, le 12 février, 2012.

Epotropi Swaps Union internationale spéciaux et les producteurs (ISDA) et conduit à l'activation des primes en cas de faillite (CDS) 3.200.000.000 euros. Le 11 avril, le Premier ministre Lucas Papademos a annoncé la date des élections. La date a été fixée pour le 6 mai. Le résultat de l'élection le 6 mai, a conduit à un changement radical dans le paysage politique. Les taux des partis de la coalition ont diminué de façon significative, tandis qu'impressionnant a été le taux croissant des partis expriment leur opposition à la politique gouvernementale. De la scène politique fragmentée n'était finalement pas le gouvernement. Le 16 mai, un gouvernement de transition dirigé par des élections peiné et le nouveau Premier ministre Panagiotis ont été annoncés le 17 juin. Les élections du 17 juin caca comme le premier parti, la Nouvelle Démocratie, mais sans autonomie. Avec la collaboration du PASOK et de la Gauche démocratique (services touristiques) a réalisé un gouvernement avec *Antonis Samaras* au poste de Premier ministre. Lors des négociations avec la troïka, le gouvernement a relevé de la stratégie budgétaire à moyen terme 2013-2016. Le plan a été déposé au Parlement le 5 novembre, comme un article de 216 pages, avec un sentiment d'urgence. Les mesures comprenaient de 18,9 milliards d'euros, dont 9,4 milliards pour l'année 2013. Cela a été adoptée le 7 novembre par 153 voix des groupes parlementaires de ND et le PASOK. Le nomischedio inclus:

Le 9 mars, le PSI a été complété avec succès. La participation du secteur privé a atteint 95,7%.<sup>31</sup> Pour les autres obligations de 8,5 milliards de dollars, il a été étendu jusqu'au 20 avril. La décision du gouvernement pour inclurais des clauses d'action collective (CAC) était considérée comme un événement de crédit dans le Comité spécial de l'Union internationale des producteurs swaps (ISDA) et a conduit à l'activation des primes en cas de faillite (CDS) 3.200.000.000 euros<sup>32</sup> Le 11 avril, le Premier ministre Lucas Papademos a annoncé la date des élections. La date a été fixée pour le 6 mai. Le résultat de l'élection le 6 mai, a conduit à un changement radical dans le paysage politique. Les taux des partis de la coalition ont diminué considérablement, tandis que le taux croissant des partis qui expriment leur opposition à la politique gouvernementale a été impressionnant. Un gouvernement n'a pas été finalement resulté de la scène politique fragmentée. Le 16 mai, un gouvernement de transition dirigé par le Premier ministre *Panagiotis Pikramenos* a été nommé et les nouvelles élections ont été annoncées pour le 17 Juin.<sup>33</sup> Les élections du 17 juin ont élu comme premier parti, la Nouvelle Démocratie, mais sans autonomie. Avec la collaboration du PASOK et de la Gauche démocratique (DIMAR) un gouvernement avec Antonis Samaras au poste de Premier ministre a été réalisé. Pendant les négociations avec la troïka, le gouvernement a conclu dans le cadre de la stratégie budgétaire à moyen terme 2013-2016. Le plan a été déposé au Parlement le 5 novembre, comme un article de 216 pages, avec un sentiment d'urgence. Les mesures comprenaient des mesures de 18,9 milliards d'euros, dont 9,4 millions pour l'année 2013.<sup>34</sup> Cela a été adopté le 7 novembre par 153 voix des groupes parlementaires de ND et de PASOK.<sup>35</sup> Le projet de loi comprenait:

- 1) Augmentation de l'âge de la retraite de deux ans à partir du 01/01/2013.
- 2) Réduction des pensions de 5 à 15%, de 1.000 euros et de plus
- 3) Réduction de la somme forfaitaire à 83%.
- 4) Suppression de l'universalité de la Convention collective nationale du travail général.
- 5) Suppression des cadeaux de Noël et de Pâques et l'allocation de vacances des fonctionnaires et des retraités.
- 6) Réduction du temps d'avertissement de licenciement en 6 mois au lieu de 4.
- 7) Coupures aux salaires spéciaux.
- 8) L'intégration dans une masse salariale unique des employés dans les entreprises publiques.
- 9) La mise en œuvre de la disponibilité d'un an à un salaire réduit pour les employés du gouvernement, dont le poste est abolie.
- 10) Supprimer les nombreuses allocations familiales et les remplacer par une allocation unique de soutien de l'enfant.
- 11) Augmenter la taxe du gaz naturel à 23 centimes.
- 12) Introduction de la contribution extraordinaire sur le photovoltaïque.
- 13) Prix 25 euros pour l'hospitalisation.

*Mots-clés:* Davos, le Forum économique mondial, les mesures économiques, la faillite contrôlée, coupe de cheveux, réglage de la période d'imposition, la recapitalisation des banques grecques, référendum,

<sup>31</sup> Dans participation de 95,7% dans le PSI grec, qui a dépassé toutes les attentes. *Ta Nea*, 9 Mars, 2012.

<sup>32</sup> Activez les CDS. *To Ethnos*, le 10 Mars, 2012.

<sup>33</sup> Assermenté le gouvernement intérimaire de Pikramenou. *To Vima*, le 17 mai, 2012.

<sup>34</sup> À 18,9 milliards, le "homologue" d'allongement K. Plantzos. *Proto Thema*, le 1 Novembre, 2012.

<sup>35</sup> Des changements radicaux apporte le projet de loi. *To Ethnos*, le 6 Novembre 2012.

gouvernement de coalition, le chômage, la mauvaise nutrition dans les écoles, le deuxième mémorandum, PSI, des clauses d'action collective (CAC), Le Premier ministre Lucas Papademos, un gouvernement de transition, le Premier ministre Panagiotis Pikramenos, les élections, le Premier ministre Antonis Samaras, coopération du PASOK et de la Gauche démocratique, les négociations, le projet de loi.

### 3. Les grèves et les résistances sociales en Grèce

La politique proposée de la troïka et les mesures nécessaires pour la mise en œuvre, a provoqué une grande réponse de la vague de peuple grec, exprimée par des grèves générales.

Les plus importants sont:

La grève nationale de GSEE et ADEDY le 18 Octobre 2012 (jour de la réunion du sommet de l'UE)

La grève nationale de GSEE Adedi, des pharmaciens, des employés de banque, des avocats, des journalistes et toutes les formes de transport en commun (métro, tramway, taxi, etc) et même des vaisseaux de la Fédération nationale de l'affranchissement, la Confédération nationale du commerce grec (ESEE) et la Confédération générale des professionnels, artisans et commerçants (GSEBEE) GENOP-PPC etc, qui a débuté le 6 et 7 Novembre, mais par la suite a continué à travers près d'un mois.<sup>36 37</sup>

La grève nationale de Adedi le 19/12/12 et finalement

La grève nationale de GSEE, des médecins, des transports publics, des avocats, des journalistes, des enseignants, des employés bancaires et des OME-OTE.

Les exigences de toutes ces grèves étaient communes. Les demandes de ces unions était d'abolir toutes les conventions et les ententes relatives aux accords de prêt et l'absence d'adoption de nouvelles mesures barbares débilisant travailleurs et retraités.

Concernant la question de ce qui a été réalisé par les grèves des syndicats, le sentiment général est rien n'a pas été atteint associé à la Mémorandum et aux mesures. Autrement dit, les manifestations en cours de tous ces mois était tout simplement inefficaces. Elles n'ont pas arrêté l'action. Elles n'ont pas empêché les tendances et la dynamique de la montée du chômage. Tout cela signifie qu'il ne faudrait y avoir aucune protestation, manifestation et grève contre les mesures et le Mémorandum? Bien sûr que non. Elles devaient avoir lieu. Lorsque le revenu et le niveau de vie de la population est si dramatiquement dégradée, les gens ne peuvent résister que par la protestation et la grève. Mais la question c'est comment organiser la mobilisation des syndicats. On peut supposer qu'ils ne sont pas organisés pour protester contre les croyances idéologiques, mais pour apporter des résultats tangibles, afin de maximiser les avantages pour les travailleurs, pour éviter l'effet injuste et très préjudiciable. Mais cela évidemment ne s'est pas produit. Les mesures ont été adoptées et mises en œuvre. Au lieu de cela, il y a eu l'abus des grèves et surtout une "grève générale", une erreur.

La grève générale est un acte sommet du mouvement syndical. Elle ne devrait pas se produire chaque cinq jours. Dans certains pays européens (Royaume-Uni, France) elles sont toujours considérées comme le catalyseur qui peut renverser les situations, les gouvernements, les régimes, les pays de la nécrose. Pour cette raison, ils font recours à une grève générale très peu et avec une stratégie ciblée, même si elle n'arrive pas à renverser les régimes elle va apporter des résultats concrets et tangibles. Ici, il y a eu plusieurs grèves générales au cours des dernières années avec des résultats minimes et un mémorandum succède à un autre. En Espagne, par exemple, il paraît que les grèves jusqu'à présent ont apporté des résultats, car le pays n'a pas demandé un "plan de sauvetage" et selon les termes du Mémorandum. Il y a eu certains résultats également au Portugal et en Italie. Cependant, ces grèves étaient mesurées et ciblées. En général, si la grève n'est pas simplement une manifestation des convictions idéologiques, son efficacité ne peut être qu'un critère pour l'organisation et l'événement. Les mesures prises en Grèce sont principalement originaires par l'UE (et certains par le FMI) comme condition à l'octroi d'une aide financière aux pays non-faillite. Il s'agit de mesures à l'origine et l'application transnationale. Les grèves sont événements qui sont intégrés dans le contexte national et visant «contre» le gouvernement de l'Etat-nation.<sup>38</sup>

*Mots-clés:* grande vague de réaction, grève nationale, GSEE, les syndicats, ADEDY mobilisation inefficace.

<sup>36</sup> Greece, When Everything Grinds to a Halt, Nobody Is Surprised, Philip Pangalos and Alkman Granitsas. *The Wall Street Journal*, Le 20 décembre 2012.

<sup>37</sup> Participation de masse dans le rallye GSEE - Adedi - PAME Morte 67 ans manifestant d'un arrêt cardiaque, D. Vythouklas, G. Poliopoulos D. Galanis, A. Hekimoglou. *To Vima*, le 18 octobre 2012.

<sup>38</sup> Qu'est Ce que le frappe réalise? ZIP Ioakimidis. *Ta Nea*, 9 novembre 2012.

#### 4. Grèce et l'euro

Parmi toute cette agitation et le chaos dans le pays, en raison de grèves générales, il est apparu le premier scénario de propagande qui était énoncée pour sortir le pays de l'euro et le revenir à la drachme, ce qu'on appelle: GREXIT. Un scénario qui est examinée assez longtemps aux médias et au cours de lequel la Grèce elle-même cherchera sa sortie. Mais comme il n'y a pas de loi ou d'autorité en vertu des règles de la zone euro, ce ne serait pas bénéfique ni pour la zone euro elle-même, comme on le verra qu'elle est incapable de mener la reprise économique et le développement des pays membres. Jusqu'à présent, le scénario reste juste un script et un message de propagande, que le pays en général, la zone euro et de l'UE est en train de faire tout son possible pour aider le pays à rester dans l'euro. En outre, un éventuel retour à la drachme ne serait pas bénéfique pour la Grèce car il n'y aurait pas de dévaluation du prêt et il y aurait une augmentation de sa valeur en drachmes, il y aurait aussi des difficultés dans les échanges et le commerce et en général le pays reviendrait à la période antérieure à la zone euro, avec tous les inconvénients que cela entraîne. En outre, un éventuel retrait d'un État membre de l'UEM signifierait l'effondrement de l'architecture globale de l'UE et de la zone euro.

*Mots-clés:* message de propagande.

#### 5. La politique étrangère grecque.

La Grèce se situe en situation de crise économique qui envisage des problèmes en matière de politique étrangère qui part d'un manque de ressources, manque de prestige, des priorités découlant de la crise, l'inertie des dirigeants et des désaccords internes. En tout cas, même en temps de crise économique, un État peut avoir une politique étrangère capable et efficace. La politique étrangère de la Grèce depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale poursuit constamment la paix, la stabilité, la sécurité, la coopération avec les pays voisins et développement, caractérisé par l'orientation euro-atlantique et elle met particulièrement l'accent sur le respect aux conditions internationales et les règles de bon voisinage.

L'agenda traditionnel des sujets inclut:

- Retrait des effets de l'invasion militaire et l'occupation illégales de la Turquie à Chypre.
- Une solution à la question du nom de Macédoine et
- Confrontation de l'agressivité croissante de la Turquie, exprimée par le caractère hégémonique de la politique.

La politique étrangère envisage des difficultés supplémentaires en raison de la crise économique et des sources d'instabilité à l'environnement international en Grèce. Cela signifie que la politique étrangère grecque devrait avoir mieux travailler pour aborder l'impact de la crise dans son propre pays et contribuer à l'effort global visant à sortir de celui-ci et, bien sûr, continuer à gérer les thèmes habituels. Par conséquent, il faut prendre plus de responsabilités et y répondre avec moins de ressources matérielles et humaines.

Ces difficultés ne sont pas insurmontables. Nous avons besoin d'une hiérarchie des priorités, la gestion rationnelle des ressources et la prise de conscience de ceux qui sont responsables de la politique étrangère.

La première priorité est de gérer la crise économique et la division du travail. Les négociations de l'UE et du FMI se font principalement par le ministère des Finances. Dans cet effort, le ministère des Affaires étrangères devrait aider en gardant son attention sur la politique «traditionnelle» étrangère concernant la crise.

Une de ces questions est l'abaissement de la validité du pays en raison de la crise économique. L'image du pays a été à plusieurs reprises et souvent entachée. C'est pourquoi la direction du pays doit faire tout son possible pour rétablir le prestige et l'image et envoyer des messages à toutes les directions, d'une part, que le pays respecte ses engagements et se dirige vers la gestion des problèmes financiers, d'autre part, qu'ils ont rempli leurs obligations sur la dette et d'autres politiques étrangères et de défense. La restauration du prestige de l'Etat et l'amélioration de l'image, c'est une grande responsabilité. En outre, les services liés à la politique étrangère doivent passer à l'intérieur et à l'étranger le message d'une gestion rationnelle et optimale des ressources disponibles et limitées. La politique étrangère beaucoup plus que d'autres politiques proposées dans cette direction, il ne nécessite aucune infrastructure comme les transports, la santé, l'éducation ou de l'équipement comme la défense. L'utilisation des technologies et des outils qui sont déjà disponibles dans le pays ou l'activation du peuple grec à l'étranger par le biais des communications modernes pourrait aider à restaurer le prestige et l'image et ne nécessite pas de dépenses spéciales. Une attention particulière sera également accordée à l'intensification rationnelle des institutions existantes, la diplomatie économique dans un effort pour attirer de nouveaux investissements et promouvoir les biens et les services produits dans notre



pays. En outre, il est essentiel de rationaliser les dépenses de défense, mais sans coupures ou mesures à mettre hors de danger la sécurité nationale et de ne pas compromettre le potentiel de la politique étrangère. La rationalisation qui est une partie importante de la politique étrangère grecque, signifie non seulement la réduction de coûts, mais cela signifie aussi la suppression, réorganisation ou encore la création de nouveaux services. Elle exige spécifiquement la gestion efficace de la crise et un design spécial pour les stratégies et le contrôle de l'existence et de l'application. La rationalisation signifie également l'utilisation de coordination des taux d'énergies existantes, les taux de croissance et de synergie des acteurs. En rationalisant l'organisation et la planification de la politique étrangère peuvent créer les conditions pour l'évaluation des bouleversements dans le système international et l'élaboration de la politique afin que, indépendamment des questions politiques ou économiques, et des conséquences inattendues soit observées. Chaque crise contient le potentiel de causer des dommages importants ou de destruction, mais elle contient également un élément important celui de l'occasion.<sup>39</sup>

*Mots-clés:* le manque de ressources, manque de prestige, les priorités découlantes par la crise, l'inaction des dirigeants et des conflits internes, la paix, la stabilité, la sécurité, la coopération avec les pays voisins, la division du travail, la diplomatie économique, rationalisation.

### *Conclusion*

La Grèce est un pays qui a traversé de nombreuses difficultés, mais elle a toujours lutté pour sortir victorieuse. Dans chaque pays et dans chaque période, il y a montée et déclin, ainsi c'est le cas en Grèce. Malgré la crise économique, il y a une lutte quotidienne pour un meilleur avenir. Cela peut prendre un certain temps pour revenir à une période de prospérité, mais cet objectif sera atteint, d'une manière ou d'une autre. En outre, une telle crise peut aussi être nécessaire pour le pays de trouver ses faiblesses et essayer de les améliorer ou les éliminer. De plus, étant un État membre de l'UE et de la zone euro, a obtenu une clé très importante pour progresser dans l'avenir.

*Traduction: Chrysoula Dimitropoulou*

© DKE 2013

<http://www.southeast-europe.org>  
[dke@southeast-europe.org](mailto:dke@southeast-europe.org)

### *Le caractère de la crise grecque*

Attention! Les auteurs conservent pleins droits de réimpression et de publication pour ces articles. Si vous citez cet article nous vous prions d'informer le rédacteur en chef à l'adresse suivante : [dke@southeast-europe.org](mailto:dke@southeast-europe.org)

Pour citer cet article :

Χαρίκλεια Κ. Μανδαμαδιώτου (Harikleia K Mandamadiotou) : Le caractère de la crise grecque. (*Traduction: Chrysoula Dimitropoulou*) *International Relations Quarterly*, Vol. 4. No. 1. (printemps 2013 ) 9 p.

Merci de votre compréhension. *Le rédacteur en chef.*

---

<sup>39</sup> Κρίση και εξωτερική πολιτική, Η. Κουσκουβέλης, *Foreign Affairs* (édition grecque) le 5 février, 2012.